

# Consultation publique

## Référentiel général de l'écoconception des services numériques

### *Réponse de l'AFNUM*

#### 1. Commentaires généraux

Les membres de l'AFNUM s'engagent au quotidien en faveur d'un numérique responsable, tant par des innovations liées à l'éco-conception des produits et des services que par la réduction de leurs émissions carbone.

Animée par cet engagement, l'AFNUM soutient la volonté d'établir un référentiel commun pour l'éco-conception des services numériques. Néanmoins, il convient de préciser un certain nombre de points afin de garantir la solidité et l'utilité d'un tel référentiel.

Tout d'abord, la création d'un référentiel d'éco-conception valable pour toutes les entreprises et tous les services numériques nous semble complexe au regard de la multitude d'informations qu'il devrait prendre en compte, comme la taille des entreprises ou le nombre de services distincts offerts.

Nous souhaitons ensuite insister sur la difficulté de travailler uniquement à l'échelon national sur ce référentiel, alors même que l'expertise sur le sujet n'est pas spécifique à la France. Afin de ne pas risquer de fragmenter le marché, il serait ainsi judicieux de prendre avant tout en considération la multitude de réglementations et initiatives volontaires actuellement étudiées au niveau européen. Nous pensons notamment à la Directive européenne sur l'éco-conception et ses règlements d'application qui touchent les terminaux numériques : règlement sur les smartphones et tablettes (Lot X), serveurs (Lot 9) et ordinateurs (Lot 3). Des réflexions sont également en cours en Allemagne sur un écolabel relatif aux services numériques. Comme pour de nombreux sujets relatifs à l'éco-conception et l'impact environnemental des produits, une approche harmonisée prenant en compte des référentiels et obligations réglementaires communes (tel que des standards européens et des obligations relatives à l'éco-conception) serait appréciable.

- **Mécanisme et fonctionnement du référentiel**

Aux origines du dispositif, la loi du 15 novembre 2021 *visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique* dispose, dans son article 25, que l'ARCEP et l'ARCOM doivent définir le contenu d'un référentiel. Toutefois, aucune mention n'est faite concernant un principe de notation. Or, dans la proposition de référentiel soumise à consultation, le dispositif est destiné à être soumis à un système de notation, avec des critères pondérés selon leur caractère « prioritaire », « recommandé » ou « modéré ». Il nous semble donc prématuré d'instaurer dès maintenant un système de notation alors que le référentiel n'a pas encore été mis à l'épreuve. Aussi, nous recommandons d'introduire une période de test, par exemple sur l'année 2024 - 2025, afin que les acteurs s'en saisissent et fassent des retours sur les critères les plus pertinents. Nous nous interrogeons notamment sur la façon dont les niveaux de priorisation ont été établis. Le projet de référentiel liste plus de 90 critères et il convient

d'avancer par étape, en travaillant d'abord sur la solidité de ce référentiel. Il sera ensuite souhaitable d'aborder la question de la pondération des critères, qui devrait elle-même faire l'objet d'une réflexion approfondie et concertée, afin d'être explicitée et objectivée.

- **Périmètre d'application du référentiel**

Le périmètre du référentiel communiqué n'est pas clair, notamment concernant l'exclusion des systèmes d'exploitation dans la définition d'un service numérique. Il serait opportun de clarifier le périmètre en se basant sur une typologie des services numériques existants.

- **Objectifs du référentiel**

Les quatre objectifs de ce référentiel ne nous paraissent pas nécessairement liés à l'éco-conception. Le deuxième objectif en particulier, relatif à la « limitation des stratégies de captation de l'attention », est en réalité davantage lié à l'impact sur la santé des utilisateurs plutôt qu'à l'impact sur l'environnement. En effet, les stratégies de captation sont avant tout un outil marketing et non un élément de structure et de programmation du logiciel.

## **2. Commentaires complémentaires sur les critères du référentiel**

Malgré le temps réduit accordé aux organisations pour l'analyse des 91 critères, nous avons pu formuler quelques remarques sur des grandes familles de critères. Nous tenons, en premier lieu, à signaler que, compte tenu du niveau de détail des critères du référentiel et de la nouveauté du dispositif, une analyse aussi précise est difficilement réalisable et pourrait amener à dissuader les acteurs de se saisir de cet outil.

Pour un certain nombre de services numériques, un lien intrinsèque existe entre le service fourni et le produit / terminal sur lequel il repose. Ainsi, un certain nombre de **critères autour de la mesure de l'impact environnemental du service** (notamment dans les fiches 1.1 ; 1.10 ; 1.11 ; 1.8 ; 1.9 ; 2.4 ; 2.5 ; 4.16 ; 8.4) seront difficiles à établir correctement et à objectiver car ils nécessiteront la prise en compte du support d'utilisation. En effet, la référence aux ACV ou aux méthodes PEF confirme le besoin de calculer des impacts environnementaux pour le produit sur lequel le service est utilisé et pas seulement pour le service ou la fonctionnalité considérée.

De plus, la notion d'impact environnemental n'est pas suffisamment définie et risque d'être soumise à libre interprétation.

Certains **critères (1.13 et 1.14) semblent présupposer que les services numériques sont basés sur des interfaces ouvertes**, alors que la majorité des modèles d'affaires des services numériques se base sur des interfaces propriétaires. Ce critère, s'il se veut incitatif, nous semble peu pertinent face à la réalité des pratiques actuelles. En outre, l'ouverture du logiciel n'est pas toujours concomitante à un impact environnemental plus faible. En effet, les logiciels libres peuvent avoir recours à un langage informatique plus ancien (e.g. Java) et donc plus énergivore. Par ailleurs, contrairement aux logiciels sous licence d'entreprises commerciales établies, certains logiciels libres donnent peu de garanties concernant le support et les mises à jour, dont certaines peuvent venir réduire l'impact environnemental du service.

Les **critères relatifs aux mises à jour des logiciels** (notamment 3.5, 3.6 et 3.7) devraient prendre en compte le type de terminal utilisé par le service numérique. En effet, certaines catégories de terminaux

peuvent avoir des durées de mises à jour différentes, notamment en fonction de leur impact environnemental.

Les **critères liés à la limitation des formats d'image** (1.6, 4.19, et 5.3) ne tiennent pas suffisamment compte des capacités actuelles de certains terminaux à afficher des définitions d'image élevées (UHD 4K par exemple). S'il convient bien de valoriser les services qui adaptent la définition d'un contenu aux capacités d'affichage du terminal (comme le font déjà la plupart des services les plus utilisés aujourd'hui), limiter par défaut la qualité des contenus accessibles sur les terminaux est inadapté, à la fois aux enjeux environnementaux et sociétaux. D'une part, un terminal capable de restituer des images en UHD 4K consommera la même énergie s'il reçoit un contenu en UHD 4K ou un contenu en HD, puisque la dalle d'affichage devra dans les deux cas allumer l'ensemble de ses pixels. D'autre part, le réalisme réhaussé des contenus en ligne, rendu possible par l'augmentation des définitions d'image, correspond à des évolutions attendues par les créateurs de contenus et les téléspectateurs.

Concernant enfin les **critères sur l'architecture logicielle** (critères 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.6, 3.7, 3.8), nous estimons que des modifications sur l'architecture et les fonctionnalités d'un équipement de l'infrastructure risqueraient d'entraîner des effets sur l'environnement difficilement quantifiables et vérifiables. Nous encourageons donc l'ARCEP et les autres acteurs impliqués sur le développement de ce référentiel à poursuivre les travaux d'analyse sur les impacts engendrés par des modifications de l'architecture. Il convient aussi de noter que pour beaucoup d'acteurs, de telles modifications sont déployées mondialement ou à défaut, par grandes régions, et pas seulement sur le territoire français, et qu'il faut alors prendre en compte des paramètres radicalement différents - par exemple, le mix énergétique français est fortement décarboné, mais pas le mix européen.

## A propos de l'AFNUM

L'AFNUM, Alliance Française des Industries du Numérique, représente, en France, les industriels des infrastructures numériques, de l'informatique, de l'électronique grand public, de l'impression, de la photographie, des antennes et des objets connectés. Le poids économique des entreprises membres de l'AFNUM est en France de 130.000 emplois, dont 35.000 emplois directs, pour 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires. L'AFNUM est membre de la FIEEC, du MEDEF et de Digitaleurope.

**Nos membres :** Airbus DS, Alcad, Amazon, Amazon Web Services, Apple, Art-Fi, , Brother, Cae, Canon, Cisco, Continental, Crosscall, Dell Technologies, Doc up, Dxomark, Epson, Erard, Ericsson, Fracarro, Fujifilm, Google, HP, HPE, IBM, Intel, Kodak Alaris, Leica, Lenovo, Lexmark, LG, Lumiere Imaging, Microsoft, Nikon, Nokia, Oppo, Optex Normand, Panasonic, Quadient, Qwant, Ricoh imaging, Samsung, Sequans Communications, Servimat, Sigma, Sony, Tamron, TCL, Televes, Tetenal, Toshiba, Trax, Triax, Unitron, Vantiva, Verbatim, Vitec Imaging Distribution, WD, WISI, Xiaomi